

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 29 août — Loi portant abrogation de l'article 115 de la loi du 29 avril 1926 relatif au maintien en service des fonctionnaires admis à la retraite par ancienneté jusqu'à la délivrance du livret de pension . . . 516

- 11 décembre — Instruction pour l'application de la loi du 29 août 1940, abrogeant l'article 115 de la loi du 29 avril 1926 . . . 516

1941

- 12 juin — Arrêté interministériel fixant le montant des contributions à verser par les territoires d'outre-mer au budget des services civils du secrétariat d'Etat aux colonies (exercice 1941) en vue de l'équipement et du fonctionnement d'une section de médecine vétérinaire coloniale à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale. (Arrêté de promulgation n° 530 du 22 septembre 1941) . . . 517

- 24 juin — Décret portant augmentation du maximum des avances aux services régis par économie pour le compte de l'Etat fixé en dernier lieu par le décret du 15 décembre 1925 et remplaçant l'article 17 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, relatif aux avances aux corps de troupe, comptables de l'intendance et des directions et sous-directions d'artillerie. (Arrêté de promulgation n° 531 du 22 septembre 1941) . . . 518

- 2 juillet — Loi tendant à l'abrogation des articles 1^{er} à 7 inclus de la loi du 31 mars 1931, relatifs à la création des caisses de compensation, en

vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français. (Arrêté de promulgation n° 532 du 22 septembre 1941) . . . 519

- 22 août — Loi relative au paiement des primes allouées pour le soutien de la production coloniale. (Arrêté de promulgation n° 527 du 18 septembre 1941) . . . 519

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

- 6 septembre — No 3138 — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, réglementant la circulation des français et des étrangers à l'intérieur de l'Afrique française. . . 520

- 9 septembre — No 664 — Décision fixant à 2 le nombre de places mises au concours de l'école des pupilles mécaniciens de la marine . . . 521

- 16 septembre — No 678 — Décision fixant les dates des vacances et des examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé pour l'année scolaire 1941. . . 521

- 17 septembre — No 524 — Arrêté complétant l'arrêté n° 287 du 5 juin 1940 relatif à la codification de l'inspection des produits. . . 521

- 17 septembre — No 525 — Arrêté complétant l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local. . . 521

- 17 septembre — No 526 — Arrêté complétant l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local. . . 522

20 septembre — No 529 — Arrêté abrogeant l'arrêté no 461 du 25 août 1941 portant rattachement provisoire de la subdivision administrative de Tsévié à la subdivision administrative de Lomé.	522
Personnel.	522
Divers	523

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Successions et biens vacants	525
B. A. O.	526

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'article 115 de la loi du 29 avril 1926.

ART. 2. — Le présent décret sera inséré au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 29 août 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

YVES BOUTHILLIER.

INSTRUCTION pour l'application de la loi du 29 août 1940, abrogeant l'article 115 de la loi du 29 avril 1926.

Paris, le 11 décembre 1940.

La loi du 29 août 1940, publiée au *Journal officiel* du 1^{er} septembre 1940, a abrogé les dispositions de l'article 115 de la loi du 29 avril 1926 qui autorisait, sauf exceptions particulières, les fonctionnaires retraités pour ancienneté dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi du 14 avril 1924, à continuer l'exercice de leurs fonctions jusqu'à la délivrance de leur livret de pension.

En conséquence, aucun fonctionnaire ou employé civil de l'Etat ne pourra désormais être maintenu en service, pour quelque cause que ce soit, après la date à laquelle il a atteint la limite d'âge qui lui est personnellement applicable.

Il appartient aux administrations de veiller à ce que ces prescriptions soient rigoureusement observées. A cet effet, il leur est recommandé de prendre toutes mesures pour que, d'une part, la décision admettant à la retraite un fonctionnaire atteint par la limite d'âge intervienne *au plus tard* le jour même où l'intéressé atteint cette limite d'âge et que, d'autre part, la désignation de son successeur soit faite sans délai.

Bien entendu, la mesure prévue par la loi du 29 août 1940 précitée est applicable aux agents retraités avant

le 1^{er} septembre 1940 et qui bénéficiaient des dispositions de l'article 115 de la loi du 29 avril 1926, ainsi qu'à ceux retraités entre le 1^{er} septembre et la date de publication de la présente instruction et qui ont pu, à tort, être autorisés à rester en service. Les uns et les autres devront être invités à cesser immédiatement leurs fonctions, étant toutefois précisé que les émoluments afférents à cette prolongation d'activité leur demeurent acquis.

Ceci posé, il importe d'éviter que les fonctionnaires admis à la retraite demeurent privés de tout émolument entre la date de cessation de leur service et celle de la remise de leur titre de pension.

Des mesures, à cet effet, s'imposent d'autant plus que l'état actuel des communications entre les différentes zones du territoire augmente, dans de nombreux cas, les délais nécessaires à la constitution des dossiers de pension et il convient de généraliser la pratique des avances sur pension, prévue par l'article 116 de la loi susvisée du 29 avril 1926 et par la loi du 18 novembre 1940 (*Journal officiel* du 8 décembre 1940).

Toutefois, l'état de choses rappelé ci-dessus risque également de s'opposer à l'établissement rapide des dossiers d'avances sur pension. Aussi, la présente instruction a-t-elle pour objet de prévoir une procédure plus expéditive, permettant d'attribuer des acomptes aux retraités pour lesquels il ne serait pas possible de procéder rapidement à une liquidation sommaire de la pension et ce, jusqu'à ce que les avances déterminées par les textes réglementaires puissent leur être attribuées.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Ces acomptes seront mandatés, sans autorisation préalable, par l'administration dont dépendaient les intéressés au moment de leur admission à la retraite.

Ils seront payés à terme échu, mensuellement et non pas trimestriellement. Leur taux sera fonction du dernier traitement budgétaire et du nombre d'années de services susceptibles d'être pris en compte dans la liquidation de la pension. Pour éviter les retards que pourrait entraîner la nécessité de justifier des services (civils ou militaires) rendus au cours de toute la carrière, il ne sera fait état, pour le calcul de l'acompte, que des services dont l'administration à laquelle l'intéressé appartenait en dernier lieu aura immédiatement connaissance. Les règles ci-après devront être suivies, selon la catégorie à laquelle appartiendra l'agent retraité. Les sommes ainsi attribuées seront récupérables sur les avances réglementaires et, à défaut, sur les premiers arrérages de la pension.

A. — Fonctionnaires remplissant la condition de durée de services exigée pour pouvoir prétendre à pension d'ancienneté

Les acomptes mensuels seront égaux à un douzième de la moitié du traitement budgétaire. Les sommes dues au titre d'indemnités pour charges de famille seront mandatées pour la totalité.

B. — Fonctionnaires retraités pour invalidité

Seuls pourront prétendre aux acomptes ceux des intéressés ayant accompli au moins quinze ans de services effectifs liquidables dans la pension à concéder.

On attribuera 25 p. 100 du dernier traitement budgétaire mensuel aux agents ayant accompli de quinze à vingt ans de services effectifs, 30 p. 100

aux agents ayant accompli vingt à vingt-cinq ans de services et 40 p. 100 à ceux qui ont accompli entre vingt-cinq et trente ans de services sans pouvoir prétendre à pension d'ancienneté. Dans tous les cas, les indemnités pour charges de famille seront mandatées pour la totalité.

C. — Fonctionnaires retraités à un titre autre que l'ancienneté ou l'invalidité et pouvant prétendre à une pension rémunérant plus ou moins de quinze ans de services effectifs

S'ils comptent au moins quinze ans de services effectifs, les intéressés recevront des acomptes calculés dans les conditions prévues au paragraphe B ci-dessus pour les pensionnés d'invalidité.

S'ils comptent moins de quinze ans de services effectifs, l'acompte mensuel sera égal à un centième par année de services effectifs du douzième du dernier traitement budgétaire.

Les indemnités pour charges de famille cesseront d'être mandatées dans les deux cas.

Il est à remarquer que certaines catégories de retraités (anciens militaires bénéficiant déjà d'une pension militaire proportionnelle, tributaires de l'article 107 de la loi du 31 décembre 1937...), peuvent prétendre à la prise en compte, dans l'établissement du droit à leur pension, de services rémunérés dans une autre pension et obtiennent ainsi une pension d'ancienneté. Il est bien évident que, pour ces agents, le montant des acomptes devra être calculé dans les conditions prévues au paragraphe C ci-dessus en tenant seulement compte des services susceptibles d'être liquidés dans la pension au titre de laquelle lesdits acomptes sont consentis. Etant donné qu'il s'agit, en l'espèce, de pensions attribuées au titre de l'ancienneté, il pourra être cependant fait éventuellement état des indemnités pour charges de famille.

DROIT DES AYANTS CAUSE

Les ayants cause des fonctionnaires décédés en activité de service remplissant les conditions exigées pour avoir droit à une pension de réversion recevront des acomptes mensuels égaux à la moitié de ceux auxquels le mari ou le père aurait pu prétendre. Pour chaque enfant âgé de moins de vingt et un ans, il sera alloué le dixième des acomptes qui auraient été attribués au père pour la pension elle-même.

Ces dispositions pourront également s'appliquer aux veuves et orphelins des agents décédés en position de retraite, bien qu'en l'espèce, l'attribution des avances prévues à l'article 117 de la loi du 29 avril 1926 ne doive subir, en principe, aucun retard, le montant de la pension qui sert de base aux avances étant déjà connu.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Yves BOUTHILLIER.

Ouvertures de crédits

Médecine vétérinaire coloniale

ARRETE N° 530 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 12 juin 1941 fixant le montant des contributions à verser par les territoires d'outre-mer au budget des services civils du secrétariat d'Etat aux colonies (exercice 1941) en vue de l'équipement

et du fonctionnement d'une section de médecine vétérinaire coloniale à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 12 juin 1941;

Vu les instructions en date du 4 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 12 juin 1941 fixant le montant des contributions à verser par les territoires d'outre-mer au budget des services civils du secrétariat d'Etat aux colonies (exercice 1941) en vue de l'équipement et du fonctionnement d'une section de médecine vétérinaire coloniale à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

LE CONTRE-AMIRAL, SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,
ET LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE
NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu la loi du 28 décembre 1940 et la loi du 29 mars 1941, portant fixation du budget des services civils du secrétariat d'Etat aux colonies pour le premier et le deuxième trimestre de l'exercice 1941;

Vu le décret du 29 juillet 1939, portant création d'une école supérieure d'application d'agriculture tropicale et d'une section technique d'agriculture coloniale; ensemble les décrets du 30 mai 1940 relatifs à leur organisation;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la loi du 15 octobre 1940, relative à la forme de certains actes portant ouverture de crédits;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au secrétaire d'Etat aux colonies à titre de fonds de concours, au chapitre XXXV « Matériel de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale », les crédits additionnels ci-après pour l'exercice 1941 :

« Art. 2. (nouveau). — Equipement et fonctionnement d'une section de médecine vétérinaire coloniale : 400.326 francs ».

ART. 2. — Il sera pourvu à ces crédits au moyen de sommes versées au trésor à titre de fonds de concours par les gouvernements généraux ou locaux des colonies et territoires ci-après :

	Francs
Indochine	62.996
Afrique occidentale française	79.230
Madagascar	146.000
Afrique équatoriale française	44.000
Cameroun	5.000
Togo	43.100
Côte française des Somalis	15.000
Etablissements français de l'Océanie	5.000
Total	400.326

ART. 3. — Le secrétaire général pour les finances publiques et le secrétaire général aux colonies sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 12 juin 1941.

Pour le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances :

*Le conseiller d'Etat secrétaire général
pour les finances publiques,*

Henri DEROY.

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,*
Amiral PLATON.

**Avances aux services régis par économie pour
le compte de l'Etat**

ARRETE N° 531 promulguant au Togo le décret du 24 juin 1941 portant augmentation du maximum des avances aux services régis par économie pour le compte de l'Etat fixé en dernier lieu par le décret du 15 décembre 1925 et remplaçant l'article 17 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, relatif aux avances aux corps de troupe, comptables de l'intendance et des directions et sous-directions d'artillerie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, promulgué en A. O. F. le 15 février 1913;

Vu le décret du 30 décembre 1920 augmentant le chiffre des avances à faire aux agents spéciaux des services régis par économie dans les colonies, promulgué en A. O. F. le 15 février 1921;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo, promulgué au Togo le 12 juillet 1924;

Vu le décret du 15 décembre 1925 augmentant le maximum des avances aux services régis par économie pour le compte de l'Etat, promulgué au Togo le 25 janvier 1926;

Vu le décret du 24 juin 1941;

Vu les instructions en date du 4 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 juin 1941 portant augmentation du

maximum des avances aux services régis par économie pour le compte de l'Etat fixé en dernier lieu par le décret du 15 décembre 1925 et remplaçant l'article 17 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, relatif aux avances aux corps de troupe, comptables de l'intendance et des directions et sous-directions d'artillerie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu les articles 16 et 17 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 1^{er} du décret du 30 décembre 1920 et le décret du 15 décembre 1925 portant augmentation des avances aux services régis par économie pour le compte de l'Etat;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les maxima des avances aux services administratifs régis par économie, prévus à l'article 16 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, et fixés en dernier lieu par le décret du 15 décembre 1925 à 100.000 francs et 200.000 francs, selon que les services s'exécutent à la résidence d'un comptable du trésor ou hors de cette résidence, sont portés respectivement à 200.000 francs et 400.000 francs.

ART. 2. — Le texte de l'article 17, du décret du 30 décembre 1912 visé à l'article précédent est remplacé par le suivant :

« Par exception, le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat aux finances peuvent autoriser, pour les corps de troupe stationnés dans nos possessions d'outre-mer, des avances dont le maximum est fixé à 1.500.000 francs et le délai de justification à quatre-vingt-dix jours.

« Les comptables du service de l'intendance, chargés d'assurer le ravitaillement des troupes, ainsi que les comptables des directions et sous-directions d'artillerie, effectuant des travaux importants, pourront recevoir dans les mêmes conditions des avances fixées à 500.000 francs ».

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 24 juin 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

Sauvegarde de la production du caoutchouc

ARRETE N° 532 promulguant au Togo la loi du 2 juillet 1941 tendant à l'abrogation des articles 1^{er} à 7 inclus de la loi du 31 mars 1931, relatifs à la création des caisses de compensation, en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 relative à la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, promulguée au Togo le 2 mai 1931;

Vu la loi du 2 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 4 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 2 juillet 1941 tendant à l'abrogation des articles 1^{er} à 7 inclus de la loi du 31 mars 1931, relatifs à la création des caisses de compensation, en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 31 décembre 1940, les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la loi du 31 mars 1931 sont abrogés. Toutefois, les ristournes sur les exportations de caoutchouc, prévues à l'article 6 de ladite loi, cesseront d'être perçues à partir du 1^{er} juillet 1940.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 2 juillet 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Production coloniale

ARRETE N° 527 promulguant au Togo la loi du 22 août 1941 relative au paiement des primes allouées pour le soutien de la production coloniale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 22 août 1941;

Vu le radiotélégramme n° C. 320 en date du 17 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 22 août 1941 relative au paiement des primes allouées pour le soutien de la production coloniale.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies françaises et chefs de territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies, pourront, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, verser directement entre les mains des producteurs le montant des primes qui sont allouées, en vertu de la réglementation en vigueur, aux exportateurs de produits coloniaux.

ART. 2. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs des mêmes territoires pourront exiger des exportateurs, qui prétendraient bénéficier de la prime,

la production d'un document établissant, au moment de l'achat, le prix au producteur des quantités pour lesquelles le bénéfice de la prime serait réclamé. Selon le prix consenti, toute latitude est laissée aux chefs de l'administration locale de décider soit l'abattement, soit la suppression totale de la prime.

ART. 3. — Toutes dispositions contraires aux prescriptions du présent décret sont abrogées.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 22 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

*Le général d'armée,
commandant en chef des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*

Général HUNTZIGER.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Circulation des Français et des étrangers en Afrique française

ARRETE N° 3138 réglementant la circulation des français et des étrangers à l'intérieur de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 6 mars 1877 rendant applicable au Sénégal et dépendances le code pénal métropolitain;

Vu le décret du 12 janvier 1932 réglementant les conditions d'admission et de séjour des français et des étrangers en Afrique occidentale française et ses modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 3.000 D. S. du 28 septembre 1939 réglementant en temps de guerre la circulation des étrangers en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté n° 2375 D. S. du 30 octobre 1940 réglementant la circulation des français sur le territoire de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 1926 D. S. du 17 septembre 1940 relatif à la circulation aérienne en Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur concernant la circulation des étrangers, toute personne, française ou étrangère, n'appartenant pas aux races de l'Afrique Noire, se déplaçant sur le territoire du Haut-Commissariat de l'Afrique française hors de sa colonie ou de son territoire de résidence ou, à l'intérieur de cette colonie ou territoire, dans une zone où la circulation aura été

spécialement réglementée par un texte local publié au *Journal officiel* de la colonie ou du territoire, sera tenue :

1^o — De se munir d'un sauf-conduit délivré, après indication des motifs du voyage, par les autorités administratives de sa résidence (commandant de cercle, chef de subdivision, commissaire de police);

2^o — De justifier de son identité à toute réquisition des agents de l'autorité par la présentation de la pièce d'identité officielle au vu de laquelle le sauf-conduit aura été établi.

ART. 2. — Le sauf-conduit prévu à l'article 1^{er} est délivré pour un voyage aller et retour, sauf mention spéciale; il doit être utilisé dans le délai d'un mois, à compter du jour de son établissement, sauf prorogation; il sera présenté dans les 24 heures de l'arrivée aux autorités administratives du lieu de destination, qui y apposeront leur visa et le retireront s'il s'agit d'un voyage aller. La validité du sauf-conduit pour le retour est subordonnée à l'accomplissement de la formalité du visa auprès des mêmes autorités. Après utilisation, le sauf-conduit aller-retour devra être remis aux autorités qui l'ont délivré.

ART. 3. — Le défaut de sauf-conduit peut être sanctionné par l'interruption du voyage et le refoulement des contrevenants à leurs frais, sur la localité de leur résidence, sans préjudice, le cas échéant, des poursuites administratives et judiciaires.

ART. 4. — Sont dispensés du sauf-conduit prévu à l'article 1^{er} les fonctionnaires et militaires ainsi que leurs familles à condition qu'ils soient munis d'un ordre de service de mission, d'une feuille de déplacement ou d'un titre de congé dépassant 30 jours; la pièce d'identité à laquelle devra faire référence l'un ou l'autre de ces titres est par ailleurs toujours exigible. Sont également dispensés du sauf-conduit les enfants de moins de 15 ans lorsqu'ils sont accompagnés; leurs noms et prénoms sont alors inscrits sur le titre de circulation de la personne qui les accompagne.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies d'un emprisonnement d'un à cinq jours et d'une amende d'un à quinze francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 6. — Demeurent en vigueur les dispositions édictées en matière de circulation aérienne par l'arrêté n° 1926 D. S. du 17 septembre 1940.

ART. 7. — Sont abrogés, les arrêtés n° 3.000 D. S. du 28 septembre 1939 réglementant en temps de guerre la circulation des étrangers en Afrique occidentale française et n° 2.375 D. S. du 30 octobre 1940 réglementant la circulation des Français sur le territoire de l'Afrique française.

ART. 8. — Les personnes appartenant aux races de l'Afrique Noire demeurent soumises aux dispositions qui les régissent actuellement, sans préjudice des mesures exceptionnelles que les chefs de colonie ou de territoire édicteront, le cas échéant, concernant la circulation des autochtones, à l'occasion de circonstances particulières.

ART. 9. — Les gouverneurs, chefs de colonies et territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 6 septembre 1941.

P. BOISSON.

Marine

DECISION N° 664 fixant à 2 le nombre de places mises au concours de l'école des pupilles mécaniciens de la marine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 1446 du 26 juin 1934 modifiant celui du 1^{er} mai 1924 réorganisant l'école des pupilles mécaniciens indigènes de la marine;

Vu le télégramme-lettre C. 297 du 29 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française fixant la date du concours;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des places mises au concours pour l'entrée à l'école des pupilles mécaniciens de la marine est fixé à 2 pour l'année 1941.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 9 septembre 1941.

J. DELPECH.

Ecole professionnelle de Sokodé

DECISION N° 678 fixant les dates des vacances et des examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé pour l'année scolaire 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935, portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo et ensemble tous textes le modifiant et le complétant;

Vu l'arrêté n° 163 du 15 mars 1939, réorganisant l'enseignement professionnel du Togo et fixant les modalités des examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines du Togo, après avis du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La date des vacances pour l'année scolaire 1941, à l'école professionnelle de Sokodé est fixée du 1^{er} décembre 1941 au 31 janvier 1942 inclus.

ART. 2. — Les examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé auront lieu les 4, 5 et 6 novembre 1941 à Sokodé et commenceront le 4 novembre à 7 heures du matin.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 16 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

Inspection des produits

ARRETE N° 524 complétant l'arrêté n° 287 du 5 juin 1940 relatif à la codification de l'inspection des produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les textes subséquents l'ayant modifié, notamment l'arrêté n° 583 du 3 novembre 1934 concernant le cacao;

Vu l'arrêté n° 287 du 5 juin 1940 complétant l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'avis émis par l'inspecteur des produits;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 287 du 5 juin 1940 relatif à la codification de l'inspection des produits est complété comme suit :

« A titre provisoire, vu les nécessités créées par les circonstances actuelles, les cacaos de la récolte intermédiaire ne répondant pas aux spécifications ci-dessus pourront être vendus sur place sous la dénomination de : « CACAO TRIAGES ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
J. de SAINT-ALARY.*

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 525 complétant l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu la lettre-avion n° 985 E./C. du 2 août 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complété comme suit l'article premier de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 sus-visé :

6° — LAIT CONCENTRÉ SUCRÉ

F. A. O.	1.700 boîtes de 0 kg., 400 environ
S. C. O. A.	750 boîtes de 0 kg., 400 environ
S. G. G. G.	900 boîtes de 0 kg., 400 environ
U. A. C.	1.400 boîtes de 0 kg., 400 environ
R. EYCHENNE	700 boîtes de 0 kg., 400 environ

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

ARRETE N° 526 complétant l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la liste des produits figurant à l'article premier de l'arrêté n° 369 du 5 août sus-visé :

Lait concentré sucré;

Lait concentré non sucré;

Lait stérilisé.

ART. 2. — Les quantités maxima des produits ci-dessus pouvant être mises en vente mensuellement sont fixées comme suit :

Lait concentré sucré	1.000 kgs.
Lait concentré non sucré	150 kgs.
Lait stérilisé	70 kgs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

Organisation administrative

ARRETE N° 529 abrogeant l'arrêté n° 461 du 25 août 1941 portant rattachement provisoire de la subdivision administrative de Tsévié à la subdivision administrative de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 461 du 25 août 1941 portant rattachement provisoire de la subdivision administrative de Tsévié à la subdivision administrative de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 461 du 25 août 1941 portant rattachement provisoire de la subdivision administrative de Tsévié à la subdivision administrative de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 septembre 1941.

Pour le Commissaire de France en tournée :

*L'administrateur en chef des colonies,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

J. de SAINT-ALARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPEEN

Avancement

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 7 août 1941, ont été inscrits au tableau d'avancement du personnel des services civils des colonies autres que l'Indochine pour l'année 1940 :

Pour la 3^e classe du grade d'adjoint principal :

19 — Félix de Guise

PERSONNEL INDIGÈNE**Passage à l'échelon supérieur**

Par arrêté n° 521 du :

14 septembre 1941. — Est constaté, pour compter du 1^{er} janvier 1941, au point de vue de la solde et de l'ancienneté, le passage au 2^e échelon de solde du surnuméraire stagiaire d'Almeida Stephan qui compte un an d'ancienneté dans le 1^{er} échelon à la date précitée du 1^{er} janvier 1941.

Titularisation

Par arrêté n° 522 du :

14 septembre 1941. — Les facteurs stagiaires de 3^e classe des P. T. T., Le Blond Louis et Sossah Cosme, qui ont accompli les deux années de stage réglementaires, sont titularisés dans leur emploi en qualité de facteur auxiliaire de 2^e classe pour compter du 15 août 1941.

Punitions

Par décision n° 669 du :

11 septembre 1941. — Une punition de quatre jours de suspension de solde est infligée au commis d'administration de 1^{re} classe Akpalo John, pour « mauvaise manière de servir ».

Forces de Police**Nominations — Licenciements**

Par arrêté n° 528 du :

20 septembre 1941. — 1^o — MILICE. — Sont agréés, en qualité de stagiaires, pour compter du 1^{er} octobre 1941, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

Caporal stagiaire :

Bassan Jacques, Mle 778, (services militaires : 10 ans, 10 mois 20 jours.)

Stagiaires catégorie A :

Idde Abdou, Mle 779, (services militaires : 1 an 4 mois 29 jours.)

Somavo Iréné, Mle 780, (services militaires : 1 an 1 mois.)

N'Djable Nakankan, Mle 781, (services militaires : 1 an 3 mois 28 jours.)

Le stagiaire de la catégorie A. Yabre Sompédia, N° Mle M/764 A. C. est licencié pour « mauvaise manière habituelle de servir » et rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire pour compter du 1^{er} octobre 1941.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 sont accordés à l'intéressé pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

2^o — GARDE INDIGÈNE. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du Territoire :

A compter du 20 mars 1941. — da Silva Paul, garde de 2^e classe, Mle 905, condamné à un an d'emprisonnement par le tribunal du 1^{er} degré de Sokodé.

A compter du 12 avril 1941. — Tiama, garde de 1^{re} classe, Mle 1121, condamné à un an d'emprisonnement par le tribunal du 1^{er} degré de Sokodé.

Par décision n° 686 du :

20 septembre 1941. — 1^o — MILICE. — Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la milice pour compter du 1^{er} octobre 1941, les miliciens dont les noms suivent :

Lansana Kamara, milicien 2^e classe Mle M/541 B. S.
Yoba Pierre, milicien 2^e classe Mle M/576 B. T.
Banouable, stagiaire catégorie A, Mle M/775 A. C.

2^o — GARDE INDIGÈNE. — Sont admis dans la garde indigène comme gardes de 2^e classe, pour compter du 1^{er} octobre 1941 :

Lansana Kamara, Mle 1227, ex-milicien 2^e classe.
Yoba Pierre, Mle 1228, ex-milicien 2^e classe.
Banouable, Mle 1229, ex-stagiaire catégorie A.

Agents auxiliaires**Nominations**

Par décision n° 668 du :

11 septembre 1941. — Mlle. de Médeiros Louise, titulaire du diplôme de sortie du cours complémentaire de Lomé, est engagée à titre provisoire en qualité d'agent auxiliaire au salaire mensuel de 275 frs., sous réserve de l'accomplissement d'un stage minimum de trois mois et d'une durée maximum d'un an.

Par décision n° 675 du :

15 septembre 1941. — Le nommé Anthony Emmanuel est engagé à titre provisoire, sous réserve de l'accomplissement d'un stage minimum de trois mois et d'une durée maximum d'une année, en qualité d'agent auxiliaire à 225 francs par mois.

Démission

Par décision n° 682 du :

17 septembre 1941. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} septembre 1941, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Antoine.

Licenciement

Par décision n° 674 du :

14 septembre 1941. — L'agent auxiliaire Mensah Samuel est licencié pour convenances de service, à partir du 30^e jour qui suivra la date à laquelle lui aura été notifiée la présente décision.

DIVERS**Affaires courantes**

Par décision n° 677 du :

15 septembre 1941. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes, et délégué pour la signature des pièces comptables du budget local durant l'absence du Commissaire de France en tournée.

Biens des Missions évangéliques du Togo

Par arrêté n° 520 du :

12 septembre 1941. — Sont agréés comme membres du conseil d'administration chargé de la gestion des biens des Missions Evangéliques du Togo, les missionnaires dont les noms suivent :

M.M. le Pasteur Jean Faure, président;
le Pasteur Georges Larroche, président p. i.;
le Pasteur Jean Nouvelon, vice-président;
le Pasteur Jacques Delord, secrétaire;
le Pasteur R. D. Baëta, membre;
le Pasteur S. Mallet, membre.

Boissons alcooliques

Par décision n° 673 du :

13 septembre 1941. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson dénommée :
Eau de vie de vin 38/40° « SELECT BRAND »
des Etablissements Hanappier Peyrelongue et Cie à BORDEAUX.

Par décision n° 685 du :

19 septembre 1941. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson dénommée :
Eau d'Arquebuse de l'Hermitage 49° des Etablissements F. H. GUYOT à LYON.

Par décision n° 693 du :

22 septembre 1941. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo des boissons dénommées :
1° — ANISETTE BERGER à 40°
2° — ANISETTE BERGER à 42°
des Etablissements « C. BERGER & Compagnie.
— 184, Boulevard National, Marseille ».

Commissions

Par décision n° 665 du :

9 septembre 1941. — La commission chargée de surveiller les épreuves du concours d'entrée à l'école des pupilles mécaniciens de la marine est composée de la manière suivante :

Mme. Patanchon, institutrice principale hors classe, directrice de l'école européenne, déléguée du chef du service de l'enseignement *Présidente*
M.M. Dégoul, commis des services civils, } *Membres*
Atayi, directeur de l'école régionale. }

Elle se réunira le lundi 29 septembre à 7 h. 30 à l'école ménagère de Lomé.

Par décision n° 679 du :

16 septembre 1941. — Une commission composée de :

M. Mouragues, administrateur des colonies *Président*
M.M. Horard, chef ouvrier d'art H. C.,
Vianou, instituteur,
Ajavon, instituteur,
Falschau, moniteur d'enseignement } *Membres*
professionnel,
Afandomi Dossèvi, moniteur d'enseignement professionnel,
Houénassou, instituteur *Secrétaire*

est chargée de faire subir les épreuves des examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de

Sokodé qui auront lieu à Sokodé les 4, 5 et 6 novembre 1941 et commenceront le 4 novembre à 7 heures du matin.

La commission procédera à la correction des épreuves à l'exception de celles de l'examen de sortie en quatrième année qui seront effectuées au moment de la réunion du conseil de perfectionnement.

Par décision n° 680 du :

16 septembre 1941. — La commission locale chargée de statuer sur les demandes d'allocation principale et de majoration pouvant être allouées aux familles nécessiteuses des militaires des armées de terre, de mer et de l'air est composée ainsi qu'il suit :

M. Guillou, administrateur en chef des colonies *Président*
M.M. Le procureur de la République,
Sanson, administrateur des colonies, } *Membres*
membre du conseil d'administra-
tion,
Bonnard, sous-inspecteur d'exploita-
tion des chemins de fer de l'Afri-
que occidentale française,
Berlie, adjoint principal des services
civils des colonies *Rapporteur*

Enseignement

Par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française du :

18 août 1941. — Les élèves de l'école de médecine de l'Afrique occidentale française dont les noms suivent ont obtenu le diplôme de fin d'études :

2° — Section pharmacie :

Salomon Ahodikpe.

Par décision n° 670 du :

11 septembre 1941. — Durant l'année scolaire 1941-1942, les agents des travaux publics dont les noms suivent :

Kouévi Joseph, maître-ouvrier charpentier de 7^e classe du cadre local indigène des travaux publics,

Gbegnedji Mathias, forgeron auxiliaire stagiaire, sont mis à la disposition du chef du service de l'enseignement pendant 12 heures par semaine et serviront comme moniteurs d'enseignement du travail manuel à l'école primaire supérieure du Togo.

Une quote-part fixée aux 4/15 de la solde de ces ouvriers sera imputée au chapitre XII-10-2.

Par décision n° 683 du :

17 septembre 1941. — Sont admises en 1^{re} année du cours complémentaire de l'école Notre Dame des Apôtres à Lomé les jeunes filles dont les noms suivent :

Mensah Rose,
de Médeiros Angèle,
Lawson Berthe.

Indemnités

Par décision n° 698 du :

24 septembre 1941. — L'instituteur Atayi Amaté Salomon, classé définitivement en 1929 aux fonctions de moniteur d'éducation physique, aura droit à compter du 1^{er} juin 1940, à l'indemnité de 300 francs prévue par arrêté n° 58 du 25 janvier 1939.

L'indemnité sera payée à l'intéressé sur le vu d'un certificat de service fait établi par le service de l'enseignement et contresigné par le chef du service de l'éducation physique et des sports.

Résidence obligatoire

Par arrêté n° 519 du :

12 septembre 1941. — Le nommé Messan Amouzou dit Dogbedji, né vers 1911 à Bopa (Dahomey), fils d'Amouzou et de feue Hounsifia, condamné à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement n° 67 du 7 juin 1937 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé, évadé le 26 juin 1937 et réincarcéré le 29 octobre 1939, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho pendant cinq ans, pour compter du 27 septembre 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

Le nommé Ata Nangour, né à Bassari, fils de feu Nangour et de Adja, condamné à six mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol par jugement n° 6 du 12 avril 1941, du tribunal du 1^{er} degré de Sokodé, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Bassari pendant cinq ans, pour compter du 1^{er} octobre 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

Secours

Par arrêté n° 523 du :

16 septembre 1941. — Est renouvelé pour une période de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 1942 à M. Fidèle Folly, demeurant à Lomé, le secours temporaire de MILLE CINQ CENTS FRANCS (1.500 frs.) par an qui lui a été accordé par arrêté n° 287 du 5 juin 1939 en qualité de tuteur légal des orphelins de l'aide-médecin Martin Folly, décédé à Lomé le 13 décembre 1936.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu.

Terrains domaniaux

Par décision n° 684 du :

18 septembre 1941. — Un délai d'une année, à compter du 1^{er} octobre 1941, est accordé à la Société John Holt et Cie. pour la mise en valeur d'un terrain situé à Sokodé, titre foncier n° 23, parcelle n° 15.

Par décision n° 692 du :

22 septembre 1941. — Une commission composée de :

M. le commandant de cercle du Centre ou son délégué	} <i>Président</i>
M. le géomètre du service topographique, Un représentant de la Mission catholique,	
} <i>Membres.</i>	

se réunira sur convocation de son président à l'effet d'évaluer les terrains, situés à Nuatja, appartenant à la Mission catholique.

Il sera dressé un rapport succinct en 4 exemplaires contenant un détail descriptif et estimatif.

PARTIE NON OFFICIELLE**SERVICE DE LA CURATELLE
aux successions et biens vacants****ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE LOMÉ****N° 41 du Sommier de consistance.**

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, concernant l'administration des successions et biens vacants,

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession présumée vacante de MOK-TAR Ould Abdouli, profession et âge inconnus, originaire de Tamchkett (Mauritanie) décédé le 9 juin 1940 à Piéga, cercle de Fada N'Gourma (colonie du Niger).

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur de l'arrondissement judiciaire de Lomé soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres au curateur.

A Lomé, le 20 septembre 1941.

Le curateur,
BERLIE.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1940

ACTIF

Caisse, & C. N. E. P.	322.345.679,52
Fonds en Route	57.000.000,00
Garantie de la Circulation	628.953.829,03
Disponibilités à vue à l'Etranger	19.407.281,76
Portefeuille	1.485.086.826,46
Avances couvertes par des garanties spéciales	11.826.010,20
Participations Financières	1.450.261,88
Avances sans intérêt aux Colonies	10.000.000,00
Avances contractuelles aux Colonies	49.649.939,89
Comptes-courants & Débiteurs divers	155.790.378,86
Immeubles	18.229.631,44
Comptes d'ordre & divers	9.271.803,21
	<u>Frs. : 2.769.011.642,25</u>

PASSIF

Capital	50.000.000,00						
Réserves	<table> <tr> <td>Fonds de prévoyance statutaire</td><td>17.500.000,00</td></tr> <tr> <td>Réserve statutaire</td><td>2.667.045,77</td></tr> <tr> <td>Réserve supplémentaire</td><td>5.334.091,61</td></tr> </table>	Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00	Réserve statutaire	2.667.045,77	Réserve supplémentaire	5.334.091,61
Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00						
Réserve statutaire	2.667.045,77						
Réserve supplémentaire	5.334.091,61						
Provision pour remboursement de billets de banque adirés	55.000.000,00						
Billets au porteur en circulation	1.485.542.790,00						
Effets à payer	10.736.827,89						
Comptes-courants & Créditeurs divers	791.006.761,51						
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)	118.885.344,09						
Dividendes à payer	1.256.648,85						
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)	47.540.204,64						
Effets en nantissement	25.047.791,62						
Comptes d'ordre & Divers	146.470.053,44						
Réescompte du portefeuille	429.489,50						
Profits & Pertes	<table> <tr> <td>Report du 2^{ème} semestre exercice 1939-1940</td><td>4.041.462,89</td></tr> <tr> <td>Bénéfice net du semestre</td><td>7.553.130,44</td></tr> </table>	Report du 2 ^{ème} semestre exercice 1939-1940	4.041.462,89	Bénéfice net du semestre	7.553.130,44		
Report du 2 ^{ème} semestre exercice 1939-1940	4.041.462,89						
Bénéfice net du semestre	7.553.130,44						
	<u>Frs. : 2.769.011.642,25</u>						